

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

#### *Pouvoir adjudicateur*

L'État, par le biais de certains services et établissements publics constitués en groupement de commandes permanent par convention constitutive du 23 décembre 2021

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) et coordonnateur du groupement de commande*

Monsieur le Préfet de la Réunion ou son représentant

#### *Objet du marché*

**Réalisation de prestations de vérifications réglementaires et de contrôles réglementaires de bâtiments au profit d'un groupement de commande constitué par les services de l'État et ses établissements publics à La Réunion**

Le présent CCAP comporte 2 annexe(s) :

- Annexe 1 du CCAP - Condition d'accès
- Annexe 2 du CCAP – cahier des charges des clauses sociales

**Version n°1 du 16/12/2024**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. PRÉAMBULE - CONTEXTE.....	4
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
2.1. OBJET DU MARCHÉ.....	5
2.2. RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	6
2.3. POUVOIR ADJUDICATEUR ET COORDONNATEUR.....	6
2.4. MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE.....	7
2.5. ALLOTISSEMENT.....	8
2.6. FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	8
2.7. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	8
2.8. MODALITÉS DE SUSPENSION DU CONTRAT.....	9
2.9. NOTIFICATION DES INFORMATIONS.....	9
2.10. LANGUE.....	9
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 4. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	10
4.1. POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	10
4.2. PASSATION DES COMMANDES.....	11
4.3. CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	12
4.4. CONDITION D'INTERVENTION.....	13
4.5. ADMISSION ET GARANTIES.....	16
ARTICLE 5. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
5.1. CONTENU DES PRIX.....	17
5.2. VARIATION DANS LES PRIX.....	18
5.3. RÈGLEMENT DES COMPTES.....	19
5.4. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE.....	20
5.5. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	21
ARTICLE 6. DÉLAIS D'EXÉCUTION- PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	21
6.1. PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION.....	21
6.2. PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION.....	21
6.3. PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS.....	22
ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	22
7.1. RETENUE DE GARANTIE.....	22
7.2. AVANCES.....	22
ARTICLE 8. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....	22
8.1. RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	23
ARTICLE 9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	23
9.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	24
9.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	24
9.3. ASSURANCES.....	26
9.4. DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	26
9.5. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	27

<b>9.6. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ, PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....</b>	<b>27</b>
<b>9.7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>27</b>
<b>9.8. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b>30</b>
<b>10.1. CLAUSES SOCIALES.....</b>	<b>30</b>
<b>10.2. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>30</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ARTICLE 1. PRÉAMBULE - CONTEXTE

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État dans la région Réunion est le secrétaire général de la préfecture assisté du service interministériel de l'achat public.

En application de la convention constitutive de groupement, il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'État et de certains établissements publics dans le département de La Réunion mentionnés à l'article 2 du CCAP (dispositions générales).

**Les services et établissements publics de l'État membres du groupement dits « services bénéficiaires » sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.**

Le Service interministériel de l'achat public (SIAP) au sein du Secrétariat Général Commun (SGC) est le service acheteur, qui par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des opérateurs de l'État à la Réunion. Le SIAP est habilité à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Le service ordonnateur : un service disposant d'un budget propre concluant un bon de commande en application du présent accord-cadre.

**Le service bénéficiaire** est, par dérogation à l'article 3.3 du CCAG FCS de référence, l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites pour la gestion du présent accord-cadre.

**Le titulaire** est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec le préfet de La Réunion avec les services bénéficiaires.

**Le représentant du titulaire** est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

**Accord-cadre mono-attributaire** : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un seul opérateur économique, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée.

Le responsable de site : interlocuteur du titulaire, désigné par les services et établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites. Le responsable de site est chargé de la gestion du présent accord-cadre, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **2.1. OBJET DU MARCHÉ**

Les prestations, objet du présent marché, concernent la **réalisation de prestations de vérifications réglementaires et de contrôles réglementaires de bâtiments au profit d'un groupement de commande constitué par les services de l'État et ses établissements publics à La Réunion.**

Les membres du groupement sont:

1. ° La préfecture et les sous-préfectures à La Réunion,
  - ° La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL),
  - ° La direction de la mer du sud de l'océan Indien (DMS-OI),
  - ° La direction des affaires culturelles de La Réunion (DAC),
  - ° La direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF),
  - ° La direction départementale de l'emploi, du travail et la solidarité (DEETS)
2. Le secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP),
3. La direction territoriale de la police nationale (DTPN),
4. La Gendarmerie Nationale,
5. La direction régionale des douanes et droits indirects de La Réunion (DRDDI),
6. L'agence régionale de santé de l'océan Indien (ARS-OI),
7. Le service de la navigation aérienne Océan Indien (SNA OI),
8. La direction de la sécurité de l'aviation civile service océan Indien (DSAC OI),
8. Le rectorat de l'académie de La Réunion,
9. Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de La Réunion et de Mayotte (CROUS)
10. La direction régionale des finances publiques (DRFIP),
11. La direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ),
12. Établissements pénitentiaires :
  - ° Le centre de détention du Port,
  - ° La maison d'arrêt de Saint Pierre,
  - ° Le service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Réunion (SPIP),
13. Les services judiciaires, cour d'appel de Saint-Denis,
14. Le Tribunal Administratif de la Réunion,
15. Le parc national de La Réunion,

16. La direction régionale de l'institut national de la statistique et des études économiques de La Réunion-Mayotte (INSEE).

Les prestations s'exécutent pour le compte des services de l'État et certains établissements publics de l'État présents dans le département de La Réunion.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes **en vigueur et à venir**.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- Rapport de vérification technique et ses annexes éventuelles

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

- Pour les besoins des services à des fins de travaux de mise aux normes réglementaires.

## 2.2. RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le cadre normatif applicable aux marchés publics depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019 est composé de :

- l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Ci-après génériquement « *le Code de la commande publique* » .

## 2.3. POUVOIR ADJUDICATEUR ET COORDONNATEUR

Le préfet de la région Réunion assure la fonction de coordonnateur du groupement de commandes pour l'ensemble des consultations interministérielles initiées à La Réunion.

Pour la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues, le coordonnateur s'appuie sur le secrétariat général commun départemental de La Réunion (SGC) et précisément sur le Service interministériel de l'achat public (SIAP), installé au 14 allée des Saphirs à Bellepierre mais dont les coordonnées administratives sont les suivantes :

### **Secrétariat Général Commun (SGC)**

Service Interministériel de l'Achat Public (SIAP)

6, rue des Messageries - CS 51079, 97404 SAINT-DENIS CEDEX RÉUNION

Téléphone : 0262 40 75 72 / 77 50 / 75 74

Adresse mail : [sgc-siap@reunion.gouv.fr](mailto:sgc-siap@reunion.gouv.fr)

Le Service interministériel de l'achat public (SIAP), (*ci-après « l'acheteur »*) représente les services bénéficiaires pour la coordination de la consultation jusqu'au terme de la procédure de sélection du titulaire retenu pour chaque lot.

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le PA auprès du titulaire :

**1. Le service interministériel de l'achat public :**

- a) Modification du marché (avenant, révision de prix)

**2. Les membres du groupement :**

- a) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG FCS).  
b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG FCS) ;  
c) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG FCS) ;  
d) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG FCS) ;  
e) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;  
f) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;  
g) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG FCS).

**2.4. MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE**

Les membres du groupement sont les services déconcentrés et établissements publics administratifs de l'État suivants :

1.
  - La préfecture et les sous-préfectures à La Réunion,
  - La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL),
  - La direction de la mer du sud de l'océan Indien (DMS-OI),
  - La direction des affaires culturelles de La Réunion (DAC),
  - La direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF),
  - La direction départementale de l'emploi, du travail et la solidarité (DEETS)
2. Le secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP),
3. La direction territoriale de la police nationale (DTPN),
4. La Gendarmerie Nationale,
5. La direction régionale des douanes et droits indirects de La Réunion (DRDDI),
6. L'agence régionale de santé de l'océan Indien (ARS-OI),
7. Le service de la navigation aérienne Océan Indien (SNA OI),
8. La direction de la sécurité de l'aviation civile service océan Indien (DSAC OI),
8. Le rectorat de l'académie de La Réunion,
9. Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de La Réunion et de Mayotte (CROUS)
10. La direction régionale des finances publiques (DRFIP),
11. La direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ),
12. Établissements pénitentiaires :
  - Le centre de détention du Port,

- La maison d'arrêt de Saint Pierre,
- Le service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Réunion (SPIP),

13. Les services judiciaires, cour d'appel de Saint-Denis,

14. Le Tribunal Administratif de la Réunion,

15. Le parc national de La Réunion,

16. La direction régionale de l'institut national de la statistique et des études économiques de La Réunion-Mayotte (INSEE).

Les établissements bénéficiaires mentionnés ci-dessus sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

## 2.5. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est composé de **4 lots** comportant pour chacun un montant maximum respectif défini comme suit :

Lots	Désignation des lots	Maximum € HT
<b>LOT 1</b>	<b>ÉLECTRICITÉ</b>	<b>1 500 000,00</b>
<b>LOT 2</b>	<b>SÉCURITÉ INCENDIE</b>	<b>400 000,00</b>
<b>LOT 3</b>	<b>FERMETURES AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUE</b>	<b>1 200 000,00</b>
<b>LOT 4</b>	<b>ASCENSEUR ET MONTE CHARGE</b>	<b>500 000,00</b>

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## 2.6. FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot.

L'accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque service bénéficiaire est tenu de réserver l'exécution des bons de commande qui en découlent aux titulaires de l'accord-cadre, pour toutes les prestations objet de l'accord-cadre et décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## 2.7. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot est conclu pour une durée ferme de 48 mois (soit 4 ans) à compter de sa date de notification.



## **2.8. MODALITÉS DE SUSPENSION DU CONTRAT**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre les services bénéficiaires et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

## **2.9. NOTIFICATION DES INFORMATIONS**

### **• Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

### **• Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteur(s) est/sont désigné(s) par dérogation au CCAG FCS de référence, dans l'offre du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **• Échanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

## **2.10. LANGUE**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

### **ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre :
  - ses annexes financières (annexes 1 à l'acte d'engagement) : les bordereaux des prix unitaires (BPU) ;
  - l'annexe 3 - Engagement à l'Action d'insertion
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : condition d'accès
  - Annexe 2 : cahier des charges des clauses sociales ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexes 1 – Inventaires des équipements
  - Annexe 2 du CCTP - Déroulement des étapes d'une Vérification contrôle réglementaire
- l'ensemble des précisions apportées au cours de la consultation, le cas échéant ;
- la mise au point, le cas échéant ;
- les bons de commandes passés sur la base de cet accord-cadre ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (cf. DC4) et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord cadre ;
- les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

### **ARTICLE 4. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

#### **4.1. POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION**

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande à la survenance des besoins sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de sa date de notification ou, le cas échéant, de la date indiquée sur le bon de commande.

## 4.2. PASSATION DES COMMANDES

Les bons de commande sont notifiés tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre.

La passation des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre.

L'exécution d'un bon de commande peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre dans la limite d'un **délai de 6 mois** à compter la fin de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande émis avant la fin du marché devront être honorés jusqu'à achèvement complet des prestations.

Le bon de commande est émis par le service bénéficiaire à la survenance du besoin.

Il s'agit d'un document écrit adressé au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre qui précise les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

Les bons de commande sont signés par la personne habilitée à passer la commande, datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire sous forme papier ou par voie dématérialisée ; le titulaire renvoie immédiatement à la personne publique, sous forme papier ou par voie dématérialisée, une copie après l'avoir signée, et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçue.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro référence de l'accord cadre auquel il se rattache ;
- le numéro de l'engagement juridique du lot et du titulaire de l'accord-cadre ;
- l'imputation budgétaire ;
- la référence et la date de la commande ;
- la désignation et l'adresse du service destinataire des prestations ;
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé et typologie de prestation à effectuer) ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- la date de début et de fin d'exécution du bon de commande ;
- la référence au devis, le cas échéant ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS - FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande (sauf situation d'urgence) pour formuler des observations par écrit au service bénéficiaire, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire/les titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire/les titulaires signale/signalent à l'acheteur les faits, dans les **quinze (15) jours** de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de **quinze (15) jours** pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG FCS de référence.

La dénonciation ou la résiliation de l'accord cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### **4.2.1. Annulation partielle ou totale d'un bon de commande**

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant, l'administration doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'indemnisation est strictement proportionnelle au pourcentage d'exécution des prestations annulées. L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre.

### **4.3. CONDITIONS D'EXÉCUTION**

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions prévues au CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date d'exécution).

Le prestataire est reconnu avoir pris connaissance de l'ensemble de ces dispositions pour l'exécution des prestations définies au marché. Il ne pourra pas invoquer, après notification du marché, la méconnaissance de telle ou telle caractéristique fixée au CCTP pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission.

#### **4.3.1. Clauses techniques**

Se référer au CCTP.

#### **4.3.2. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Sans objet.

## **4.4. CONDITION D'INTERVENTION**

### **4.4.1. Agréments/accréditations**

Le personnel du titulaire possède les agrément(s) ou accréditation(s) exigé(s) par la réglementation pour les lots :

- Lot 1 : Electricité
- Lot 2 : Sécurité incendie
- Lot 4 : Ascenseur

Le titulaire doit pouvoir justifier de ces agrément(s) ou accréditation(s) auprès du RPA et des services bénéficiaires, en communiquant les documents afférents.

Il devra reproduire la preuve de l'agrément pour l'ensemble des contrôles dont il a la charge au SIAP à chaque date d'anniversaire du marché.

Dans le cas de renouvellement en cours d'année, la preuve de ce renouvellement doit être expédiée au SIAP dans les trente jours suivant la publication au Journal Officiel. A défaut de transmission de l'agrément, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du Titulaire dans les conditions de l'article 8 du CCAP (arrêt des prestations - résiliation).

Le RPA et les services bénéficiaires peuvent, à tout moment, demander le remplacement du représentant du titulaire et de tout ou partie de son personnel en cas de non-respect de cette disposition.

### **4.4.2. Evolution de la réglementation**

Le titulaire s'engage à se conformer aux éventuelles évolutions réglementaires.

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation du marché. Dans le respect des dispositions de l'article L6 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement le marché notamment en cas de modification d'une réglementation en vigueur, sans en bouleverser l'équilibre. Le Titulaire ne pourra pas prétendre au versement d'une indemnité.

### **4.4.3. Personnel d'intervention**

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de chaque établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **4.4.4. Accès restreint à des zones ou à des sites**

L'[annexe 1 au CCAP](#) précise les conditions d'accès dans les locaux de la police et de l'administration pénitentiaire.

Les prescriptions ci-dessus valent pour tout site dont les accès sont restreints ou dont certaines zones sont réglementées soit par la loi soit par le règlement particulier du site. Le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du C.C.A.G. FCS.

#### **4.4.5. Contrôle nominatif**

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux est établie et fournie par le titulaire au service bénéficiaire.

Le titulaire doit assurer que tous les personnels qu'il emploie pour l'exécution de la prestation sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

#### **4.4.6. Contrôle des accès**

Tous les personnels titulaires devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements figurant sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

La liste des véhicules privés susceptibles de pénétrer dans l'enceinte d'un site est fournie aux services bénéficiaires concernés par le titulaire, dès la notification du présent accord-cadre.

#### **4.4.7. Restriction de circulation**

Au cas où les nécessités de la sécurité des activités du service bénéficiaire l'exigeraient, ce dernier peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès de certains locaux. Le titulaire doit faire son affaire des zones d'accès restreintes mises en place au sein des services et des établissements. Il doit également faire son affaire des contacts à prendre avec d'éventuels intervenants extérieurs.

#### **4.4.8. Clés et badges**

Les clés et badges d'accès sont transmis en quantité suffisante. Les conditions d'accès aux locaux sont définies par le service bénéficiaire.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt le service bénéficiaire des exemplaires manquants. Les serrures sont remplacées aux frais du titulaire.

Il est expressément interdit au titulaire de reproduire ou faire reproduire les clés manquantes, sans l'autorisation du service bénéficiaire.

En fin de prestations, le titulaire remet au service bénéficiaire les clés et les badges d'accès confiés.

#### **4.4.9. Tenue vestimentaire du personnel et accessoires**

Le personnel de l'entreprise titulaire doit porter une tenue de travail adaptée.

Il est porteur d'un badge et d'une carte professionnelle déclinant son identité, sa qualité professionnelle et la raison sociale de l'entreprise. Une pièce d'identité officielle est imposée pour intervenir sur tout appareil situé dans un site présentant un caractère sensible.

#### **4.4.10. Fournitures**

Le titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle.

Le titulaire a à sa charge la fourniture des éventuels produits et consommables nécessaires aux tests et contrôles, ainsi que les fournitures nécessaires à l'émission des rapports, y compris les supports informatiques.

#### **4.4.11. Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit se conformer aux dispositions décrites dans le CCTP.

Le titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la réglementation par ses employés.

#### **4.4.12. Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'établissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité et le suivi des prestations objet du marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent CCAP.

#### **4.4.13. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Il communique sur demande du service bénéficiaire, l'historique et le détail des visites effectuées dans le cadre de l'accord-cadre.

Il informe le service bénéficiaire de toute difficulté éventuellement rencontrée pour la réalisation des prestations. Notamment, il signale par écrit les défaillances, anomalies, vices cachés, incidents et dysfonctionnements, prévisibles ou non, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens.

Le titulaire s'engage à informer le service bénéficiaire par écrit :

- aussi souvent que nécessaire, de la nature des réparations à envisager ;
- de l'évolution de la réglementation en rapport avec les prestations objet de l'accord-cadre ;
- de toute mise en conformité ou modification nécessaire ;
- de la réalisation et des conditions d'exécution de la prestation en complétant le carnet d'entretien ;
- avant d'exécuter une prestation, de toute détérioration survenue aux installations, sous peine d'être tenu responsable.

#### **4.4.14. Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

#### **4.4.15. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Conformément à l'article 6 du CCAG FCS, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

#### **4.4.16. Obligation en fin de contrat**

Le titulaire s'engage, sur demande du Pouvoir Adjudicateur ou de l'établissement bénéficiaire, à lui remettre l'ensemble de la documentation technique et des informations nécessaires se rapportant aux prestations exécutées dans le cadre du marché pour la bonne continuité des prestations.

### **4.5. ADMISSION ET GARANTIES**

#### **4.5.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **4.5.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

#### **4.5.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG FCS la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG FCS ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **4.5.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 (passation des commandes).

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG FCS, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.



Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### **4.5.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **ARTICLE 5. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **5.1. CONTENU DES PRIX**

Les stipulations du CCAG FCS sont seules applicables. **Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.**

#### **5.1.1. Détermination et forme de prix**

Les prix des prestations objet du présent marché figurant en annexes 1 à l'acte d'engagement sont des prix unitaires nets exprimés en euros hors taxes (H.T.)

#### **5.1.2. CONTENU DES PRIX**

Par dérogation à l'article 101.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris les réunions, consommables, déplacements, stationnement, fournitures et élimination des déchets produits par le titulaire), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix unitaires des bordereaux de prix comprennent également le déplacement du technicien, la vérification de l'installation, l'établissement du rapport de visite et du compte rendu d'intervention, toute prestation nécessaire à la vérification ainsi que tous les frais afférents à la prestation.

Ils sont établis en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent accord-cadre et les activités de sites ou de zones sensibles ;
- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable de site, relatifs à l'administration pénitentiaire, la Police nationale, la préfecture et le SGC et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont exécutées et annexées au présent document ([annexe 1 au présent CCAP : "Conditions d'accès"](#)) ;
- les réunions préalables au bon déroulement de la prestation ou de suivi d'exécution des prestations ;
  - le cas échéant, l'obtention des autorisations administratives de stationnement ;
  - le personnel qualifié nécessaire au regard de la nature ou du volume des prestations ;
  - la protection des biens.

## **5.2. VARIATION DANS LES PRIX**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations.

### **5.2.1. Mois d'établissement des prix du marché**

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois "zéro".

### **5.2.2. Choix de l'index de référence**

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;

### **5.2.3. Modalités de révision des prix**

#### **Les prix sont révisés selon les modalités suivantes :**

- Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er janvier de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er janvier en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de décembre.
- Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er juillet et le 31 décembre de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er juillet de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er juillet en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de juin.

Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée de 1 an entre chaque révision.

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante: [sgc-siap@reunion.gouv.fr](mailto:sgc-siap@reunion.gouv.fr)

Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que le pouvoir adjudicateur ne soit tenu de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG FCS l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec :  $I_{0-6}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

$I_{n-6}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 6 mois.

### **Règles d'arrondis :**

Le coefficient de révision et les calculs intermédiaires sont arrondis à la quatrième décimale comme suit :

- Si la cinquième décimale est inférieure à 5, la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- **Si la cinquième décimale est supérieure ou égale à 5, la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).**

## **5.3. RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **5.3.1. Modalités du règlement des comptes du marché**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG FCS.

La périodicité des règlements sera trimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du PA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **5.3.2. Modalités de transmission et de paiement**

#### **5.3.2.1. Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le code du service exécutant ;
- Le numéro du bon de commande (= numéro d'engagement juridique Chorus) ;
- La date de livraison ;
- la référence du marché ;
- la désignation explicite des prestations facturées ;
- la période d'exécution des prestations ;
- les coordonnées bancaires ;
- les prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC

### **5.3.2.2. Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à **30 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **5.4. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

## **5.5. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 6. DÉLAIS D'EXÉCUTION- PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Le non-respect des engagements contractuels peut donner lieu à l'application de pénalités cumulables.

Les pénalités prévues ci-dessous seront déduites des sommes dues au Titulaire.

### **6.1. PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la pénalité journalière est fixée à 50 €.

### **6.2. PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION**

#### **6.2.1. Pénalités pour non-respect du planning annuel réglementaire des interventions**

Si les délais prévus par le candidat ne sont pas respectés, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50,00 euros.

#### **6.2.2. Pénalités pour non-respect des délais d'envoi des rapports d'interventions**

En cas de non communication des rapports de contrôles et de vérifications dans les délais fixés dans le CCAP, une pénalité de 50€ par jour de retard sera appliquée (par jour calendaire).

### **6.2.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 9.6.1 du CCAP (obligation de confidentialité), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

### **6.2.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non respect de la réglementation RGPD défini à l'article 9.6.2 du CCAP (RGPD), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

### **6.2.5. Pénalité pour non respect des périodicités**

En cas de non respect des périodicités par le titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par site concerné.

## **6.3. PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **7.1. RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

### **7.2. AVANCES**

Le taux de l'avance est de 30 %.

Conformément à l'article R2191-3, il est accordé une avance au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de révision de prix. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 8. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 du CCAG FCS.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10

peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG FCS, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la commande publique, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG FCS.

Autres cas de résiliation :

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;

- En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;
- En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations ;
- En cas de non transmission des agréments et/ou accréditations.

Dans le cas où l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 40 du CCAG FCS est fixé à 5%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## 8.1. RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## ARTICLE 9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>.

## **9.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **9.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS**

### **9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.



En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 5.3 du présent CCAP (règlement des comptes).

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,

- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG FCS.

### **9.3. ASSURANCES**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG FCS, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **9.4. DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles L.2193-1 à L.2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire fournit au SIAP une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant,

les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

## **9.5. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 9.3 (assurances).

## **9.6. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ, PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

### **9.6.1. Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG FCS, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 6.2.3 du CCAP (pénalités pour non respect des clauses de confidentialité).

### **9.6.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG FCS, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 6.2.4 du présent CCAP (pénalité pour non respect de la réglementation RGPD).

## **9.7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG FCS s'appliquent.

## **9.8. CLAUSE DE RÉEXAMEN**

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.
- En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire application de l'article L6-4° du code de la commande publique. Sur le fondement de l'article L 2194-2 du même code, le cocontractant peut prétendre, sous réserve de la présentation de justificatifs, à une indemnisation dans la limite maximum de 5% du montant non encore exécuté du marché.

Les modifications suivantes sont susceptibles d'intervenir et d'entraîner une modification du contrat selon l'article R2194-1 :

### **9.8.1. Imprévision et circonstances imprévues**

#### **9.8.1.1. Obligation d'information**

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

#### **9.8.1.2. Modalités de poursuite du contrat**

Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché. La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande.

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

#### **9.8.1.3. Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire des prix**

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 6 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni au pouvoir adjudicateur ni aux établissements : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

#### **9.8.2. Modalités de suspension du contrat**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

### 9.8.3. Changement des sites

Une substitution de site s'analyse comme l'ajout d'un site et la fermeture concomitante d'un autre site.

Le service bénéficiaire respecte un préavis de 3 mois pour en informer le titulaire, par voie dématérialisée avec preuve de réception et lui transmettre une fiche du nouveau site et convenir de la date d'effet de la modification.

## ARTICLE 10. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

### 10.1. CLAUSES SOCIALES

Les dispositions correspondantes figurent à l'**annexe 2 du CCAP**.

### 10.2. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article 16.2 du CCAG FCS, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

Le titulaire doit dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effets de serre, en particulier le CO<sub>2</sub>, par exemple en formant son personnel à l'écoconduite. Le matériel proposé devra être performant sur le plan énergétique et participer à la réduction des consommations énergétiques.

Les paquetages des agents sont constitués d'équipements durables, résistants et dotés éventuellement de filières de recyclage ou de réemploi. Le titulaire fournit une fois par an aux représentants de l'administration la preuve de la collecte des vêtements de travail par un organisme spécialisé en mesure d'assurer leur valorisation ou recyclage.

## ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

CCAP 1 et 2.9	Préambule / informations	Notification des	Déroge à l'article	3.3 du CCAG FCS
CCAP 3	Pièces constitutives du marché		Déroge à l'article	4.1 du CCAG FCS
CCAP 4.2	Passation des commandes		Déroge à l'article	3.7 du CCAG FCS
CCAP 4.5.3	« Réfaction »		déroge à l'article	29.3 du CCAG FCS
CCAP 4.5.4	« Ajournement »		déroge à l'article	29.2.1 du CCAG FCS 3ème alinéa
CCAP 5.1.2	« Contenu des prix »		déroge à l'article	10.1.3 du CCAG FCS
CCAP 6.1	« Pénalité pour retard d'exécution »		déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG FCS
CCAP 8	« Arrêt des prestations-Résiliation »		déroge à l'article	39.2 du CCAG FCS
CCAP 9.3	« Assurances »		déroge à l'article	9.2 du CCAG FCS